

Ne Pas Avaler ... n'importe quoi, et notamment toutes ces machines !

« Ces gens sont si fiers, si confiants, si joyeux. Parce qu'ils sont maîtres de la rue, ils s'imaginent qu'ils sont maîtres du monde. En réalité, ils se trompent bel et bien. Il y a déjà derrière eux les secrétaires, les permanents, les politiciens, et tous ces sultans des temps modernes auxquels ils fraient la voie qui mène au pouvoir... » (Kafka)

On se retrouve donc en grève. Pour nous battre contre quoi ? Pour quoi faire ? Obtenir une amélioration de nos conditions d'asservissement, en échange de notre conformation aux exigences d'une société absurde ? Pour quelques minutes hebdomadaires, quelques euros de plus, afin de regarder sur des machines à écran plat les chars écraser les enfants à Gaza, et les rugbymen australiens aplatir notre paquet d'avants ?

Car la machine électorale, elle aussi, a redémarré.

Elle nous dit, à l'encre noire, et même en rouge, qu'il faut que « *les patrons paient la crise* », qu'il faut « *sauver les emplois* », « *relancer la machine* » économique, et refuser « *la casse de l'école publique* ».

Dire que **les patrons doivent payer la crise**, c'est aussi accepter d'avoir des patrons, accepter la violence des entreprises, les rythmes éreintants, les productions inutiles, les chefs harceleurs. C'est accepter l'ordre marchand. Devant cela, Sarko, les banquiers, les patrons et leurs machines doivent se payer... une bonne tranche de rire.

Défendre l'emploi : mais quels emplois ? Ceux où l'on fait n'importe quoi, sans pouvoir se poser de questions, ce n'importe quoi qui empoisonne les sols, l'eau et l'air (industrie chimique, automobile, aéronautique, agriculture raisonnée), menace tout ce qui vit (armement, nucléaire, nanotechnologies), nous enferme et nous prépare des lendemains d'automates pucés et programmés, au nom bien sûr du Progrès, de la Santé et de la Sécurité, voire de l'Union sacrée pour le sauvetage de la planète (biotechnologies, informatique, vidéosurveillance, RFID) ?

Défendre l'école publique, c'est défendre l'une des institutions les plus efficaces de l'État capitaliste : créée pour préparer les masses à la dictature industrielle, pousser à la revanche contre le boche et glorifier l'exploitation coloniale, l'école de la république a d'abord détruit les langues et cultures régionales, porteuses, selon elle, de l'ignorance crasse, de l'archaïsme le plus infâme et... d'une insupportable tendance à l'autonomie locale.

Elle a répandu, comme la vérole sur le bas clergé, ses mythes et mensonges sur l'histoire de nos pays. Elle a fait régner l'esprit de soumission devant le maître, le contremaître, l'ingénieur, le savant, le patron, le banquier, le maire, le président. Elle instaure la compétition entre les enfants, les note, évalue, contrôle, fiche (avec ou sans « base-élève, l'école de l'État est la plus active des polices). Elle reproduit une « élite », grande ou petite, de l'ENA et Polytechnique à la simple école « d'ingénieurs » ou « supérieure de commerce ». Et cette « élite » mène parfaitement la barque, pour le compte des industriels et des actionnaires : droit dans le mur, ou dans l'iceberg, si on veut bien se souvenir que grâce à eux la planète va nous faire bouillir. En même temps, elle consacre l'échec, la casse des cancre, occitans, bretons ou maghrébins, des enfants rebelles pour qui la dignité et le rêve valent plus que la peur du maître, de tous les insoumis de la science et de l'orthographe. Certes, des enseignants et autres employés du système s'efforcent de remettre en cause, du moins en partie, cette inféodation de l'institution scolaire au capital et à la machine. Mais avec quels résultats ?

Quelque part (au Chiapas et ailleurs), les derniers Mohicans luttent sur leur bout de terre, si belle qu'ils ne veulent pas la lâcher. Ils et elles (re)construisent des modes de vie qui leur sont chers, un habitat, des champs, leurs écoles et systèmes de santé, leur pratique de la justice, de la démocratie, du travail communautaire, des échanges équitables sans label, le partage gratuit des connaissances et le refus de la division du travail, la coordination et l'autogouvernement...

Ici aussi (et ailleurs) de nouveaux Mohicans (peut-être Basques, Catalans, Parisiens ou Berbères, sur ces terres occitanes) se rencontrent, réfléchissent, préparent de nouvelles résistances, en dehors de l'État et du dialogue social, de la légalité et la « défense des services publics ».

Ils refusent la propriété privée et l'aliénation galopante au service de la machine, ils font des jardins collectifs et envisagent l'autonomie pour la production des aliments, des habits, des maisons et des moyens de déplacement. Ils parlent de cesser de déléguer tout ce qui nous importe : la solidarité sociale, l'éducation des enfants et la transmission des savoirs, l'entretien de notre santé, le renouvellement jour après jour de l'immense et impérieux plaisir de vivre.

Désserter le système capitaliste, le boycotter, le saboter, inventer autre chose, n'est ni facile, ni impensable. On peut en tout cas essayer. Pour cela, il va falloir se parler, construire par nous-mêmes, mettre nos coeurs à l'ouvrage. Ce sera plus dur, mais bien plus exaltant, que de refaire 30 ans après, avec le NPA, le coup du programme commun de la gauche !